

# Pourquoi Viktor Orbán soutient-il l'abattage casher ?



Imitant la Suède, la Norvège, la Slovaquie, la Finlande, le Danemark et l'Islande, la région flamande de Belgique avait décidé en 2017 d'imposer l'étourdissement préalable à l'abattage des animaux de boucherie. Des associations musulmanes et juives avaient saisi la Cour de justice de l'Union européenne, espérant bien faire annuler la loi flamande. Pas de chance, le 17 décembre dernier la Cour a jugé l'interdiction de l'abattage sans étourdissement conforme au droit européen. Cela pourrait donner l'envie à d'autres pays européens d'imiter les Flamands. Mais les organismes représentatifs de fidèles estimant qu'il est indispensable de

tuer les animaux dans la douleur pour plaire à leur dieu font feu de tout bois pour tenter d'enrayer cette tendance à faire passer le bien-être animal avant leur rite obscurantiste.

Début janvier, en réponse à une lettre du président de l'agence juive, Orbán déclare que dans la décennie écoulée, la Hongrie s'est efforcée de créer la sécurité et le bien-être pour la communauté juive de Hongrie et qu'il est donc profondément déçu de la décision récente du Tribunal européen qui permet aux États membres d'interdire l'abattage casher. Il estime que ce n'est pas seulement une attaque contre les libertés religieuses mais aussi une attaque contre le patrimoine judéo-chrétien et contre la communauté juive vivant en Europe. Il indique que son gouvernement condamne cette décision néfaste et s'élèvera de toutes ses forces contre ladite décision dans toutes les enceintes internationales possibles.

Aucune allusion à l'abattage halal. Il existe pourtant une petite communauté musulmane en Hongrie, de l'ordre de 30.000 personnes. Dont des anciens étudiants en provenance de pays frères du temps du communisme qui ont décidé de ne pas regagner leur pays d'origine après le changement de régime en 1990, des mercenaires hongrois qui ont participé à la guerre en Bosnie et qui sont rentrés convertis et plus récemment des réfugiés qui ont obtenu le droit d'asile. Et Orbán ne cesse de répéter que la Hongrie n'est pas disposée à accueillir des musulmans en grand nombre, les Hongrois ayant suffisamment souffert pendant les 170 ans d'occupation ottomane. Tant qu'ils restent aussi peu nombreux et quasiment invisibles, les musulmans ne constituent pas un problème. Il n'y a pas de demandes d'accommodements déraisonnables. Peut-être est-ce dû au hasard mais il n'y a pas de voitures brûlées à l'occasion des fêtes nationales ou à l'issue des matches de football. Lors des manifestations on ne voit ni magasins pillés ni mobilier urbain détruit. On comprend bien qu'Orbán ne verrait aucun problème à ce que l'abattage halal soit interdit.

La communauté juive de Hongrie est plus nombreuse. Elle serait forte d'environ 80.000 membres soit un peu moins que 1 % de la population. Il existait jusqu'à il n'y a pas très longtemps un sentiment antisémite assez ancré dans la population hongroise, surtout dans les campagnes. En 1920, les Juifs constituaient plus de 20 % de la population de Budapest, couramment surnommée Judapest. Certaines professions manuelles leur étant interdites, ils occupaient fréquemment des emplois bien rémunérés d'avocats, médecins, enseignants, banquiers, etc., ce qui engendrait une certaine rancœur dans la population hongroise de souche des campagnes qui menait une vie difficile.

Par ailleurs le fait que Béla Kun et la plupart des dirigeants communistes de l'éphémère République des Conseils instaurée en 1919 aient été juifs n'arrangeait pas les choses. Mátyás Rákosi qui dirigea d'une main de fer la Hongrie jusqu'en 1956 – il se présentait comme le meilleur élève de Staline – était lui aussi juif. L'antisémitisme qui était la règle sous Horthy, le « Pétain » local avec ses lois antijuives, et plus encore avec le parti des « croix fléchées » et ses déportations de masse, fut mis sous le boisseau par les communistes jusqu'au changement de régime en 1990. Avec le retour à la liberté de la presse il reprit un peu de vigueur. En 1998 le MIÉP, un parti combattant le judéo-bolchevisme obtint 5,5 % des voix aux élections législatives avant de céder la place au Jobbik, un parti s'affirmant antisémite, anti-tzigane et islamophile. Ce parti créa la garde hongroise dont les membres en uniforme noir allaient défiler dans les villages tziganes dans le cadre d'une lutte contre la criminalité tzigane. Cette milice fut interdite en 2009. Un député du Jobbik fit réaliser son patrimoine génétique par une prestigieuse université pour prouver à ses électeurs qu'il n'avait ni sang juif ni sang tzigane dans les veines. Un autre député du même parti demanda que l'on établisse la liste des parlementaires juifs afin que l'on sache clairement à qui on avait affaire.

Bien entendu, le FIDESZ, parti dirigé par Orbán et représentant la moitié de la population comportait aussi son lot d'antisémites. Les associations juives de Hongrie étaient très hostiles au FIDESZ. Il a fallu attendre 2015 pour que la direction du parti prenne clairement position, lorsque Orbán déclara que des Hongrois avaient participé à la déportation des Juifs en 1944, que les Allemands n'avaient pas agi seuls. Par la suite le FIDESZ a constamment condamné tous les actes antisémites, très rares et de faible intensité en Hongrie, et insisté sur le fait que la communauté juive vivait en sécurité en Hongrie. Après le meurtre de Sarah Halimi en France, il a fait remarquer que ce n'est pas en Hongrie que l'on verrait une vieille dame juive se faire assassiner par un musulman. Orbán s'est aussi rapproché du gouvernement israélien, contrairement à l'UE qui continue à mener une politique très pro-palestinienne. Alors on peut se poser la question, n'en fait-il pas un peu trop avec cette histoire d'abattage casher ?

Il y a un autre élément à prendre en compte. Les prochaines élections législatives auront lieu en 2022 et la campagne a déjà commencé. Jusqu'en 2018 les différents partis d'opposition se présentaient en ordre dispersé, ce qui permettait au FIDESZ, avec environ 50 % des voix (un peu plus en campagne, un peu moins dans les villes) de remporter le plupart des députés dans les circonscriptions avec un scrutin majoritaire à un seul tour. Mais lors des dernières municipales, les partis d'opposition – deux factions socialistes, une libérale et l'autre ultra-libérale, deux groupes écologistes, un libéral et un conservateur, un mouvement de jeunes se présentant comme progressiste surnommé « bébé-macron » et le Jobbik – ont fait cause commune et réussi à emporter les mairies de Budapest et de quelques grandes villes de province. Le maire étant élu au scrutin majoritaire à un tour, là où le FIDESZ n'atteignait 50 % des voix, l'opposition unie l'a emporté. Mais que vient faire le Jobbik, que même Marine Le Pen avait refusé dans son groupe

lorsqu'elle siégeait au Parlement européen, le considérant comme infréquentable, dans cette union de bric et de broc ? Lors d'un congrès tenu en 2018 les « modérés » du Jobbik ont pris le contrôle du parti (de justesse) puis exclu ou poussé à la démission les membres les plus radicaux. Leur rhétorique anti-tzigane et antisémite a été rangée au placard. Des 19 % de voix obtenues aux législatives de 2018 ils ne retrouvèrent que 6 % aux européennes. Devenus présentables et surtout moins influents, ils ont été accueillis à bras ouverts par les autres partis d'opposition. Puisque cela a donné de fructueux résultats aux municipales, les dirigeants de l'opposition ont décidé de reprendre la même stratégie en 2022, avec des candidats uniques dans les 106 circonscriptions et une liste commune pour les 93 députés élus à la proportionnelle. Cependant le chef de file qui deviendrait Premier ministre n'a pas encore été désigné, il y a encore des tiraillements dans l'union.

Un premier sondage réalisé après l'annonce d'union de l'opposition, en décembre dernier donnait à cette dernière une légère avance sur le FIDESZ. Pour Orbán il y a donc nécessité de grappiller quelques électeurs dans toutes les catégories de population. Ce clin d'œil aux Juifs fait partie de sa stratégie. Dans le même temps il fait un appel du pied aux jeunes en les dispensant d'impôt sur le revenu – la « flat-tax » à 15 % – jusqu'à l'âge de 25 ans. Il a aussi décidé de rétablir le 13<sup>e</sup> mois des retraités qui avait été supprimé par les socialistes en 2008. Nul doute que d'autres mesures sociales verront le jour d'ici le prochain scrutin législatif. Un nouveau sondage paru fin janvier replaçait le FIDESZ en tête avec 52 % des voix. Orbán ne subira peut-être pas le même sort que Trump.

**Bernard Waymel**